

UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Dialogue social national

Semestre européen 2017

Michel Wurth

Président de l'UEL

www.uel.lu

1^{er} février 2017

Quelle croissance pour demain ?



5 points pour avancer

www.uel.lu

1. Austérité ou Relance en UE

Commission européenne appelle les Etats membres à

- » mettre fin à l'austérité budgétaire
- » évoluer vers une orientation budgétaire nettement plus positive

Mais comment, alors que ... ?

- » les caisses vides
- » les limites du pacte de stabilité dépassées
- » les moyens de la politique monétaire exploités

Vouloir mener une politique pro-cyclique de déficits publics revient à

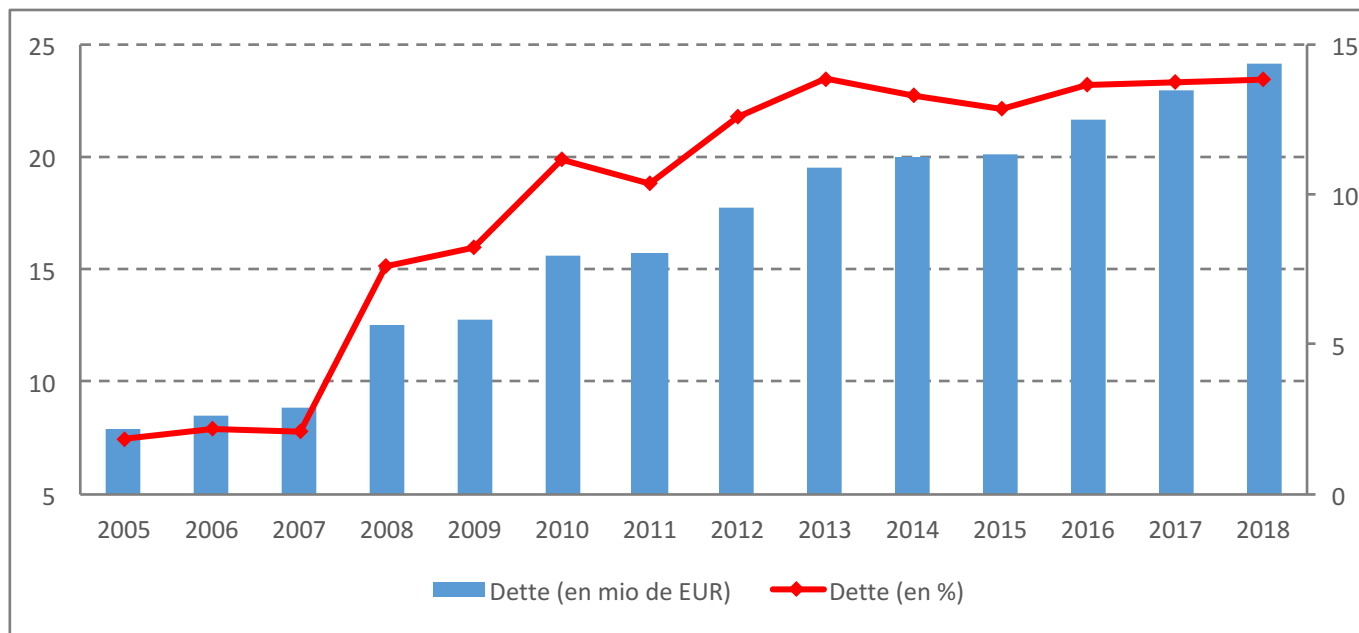
- » stimuler l'endettement (davantage encore si hausse des taux d'intérêt)
- » se priver de la possibilité de répondre par une hausse des dépenses en cas de crise économique

1. Austérité ou Relance au Luxembourg

Il n'y a jamais eu de politique d'austérité, au contraire

- » progression des dépenses de 6,2% en moyenne 2000-2015 (PIB nominal : 5,4%)
- » dette : 7,5% du PIB en 2005 ; 23,2% du PIB en 2016
- » progression des budget sociaux de 7% en moyenne 2000-2015 (PIB nominal : 5,4%)

Évolution de la dette brute de l'administration publique au Luxembourg entre 2005 et 2018 (en % et en mio de EUR)



Source :
Commission
européenne

1. Austérité ou Relance au Luxembourg

Relance intelligente de la politique budgétaire

- » Eviter relâchement budgétaire qui ne stimule que l'endettement
- » Investir de manière efficace et productive
- » Mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires
- » Contrôler l'évolution des budgets sociaux
- » Contenir strictement les dépenses courantes de l'Etat

Pour une politique budgétaire anticyclique

2. Finances publiques et Sécurité sociale

Situation saine en apparence, mais en réalité ...

- » budget central structurellement déficitaire
- » biaisée par les soldes de la Sécurité sociale
- » détérioration du solde budgétaire et de la dette cachée à partir de 2017
- » suspendue aux chiffres d'une croissance extensive spectaculaire

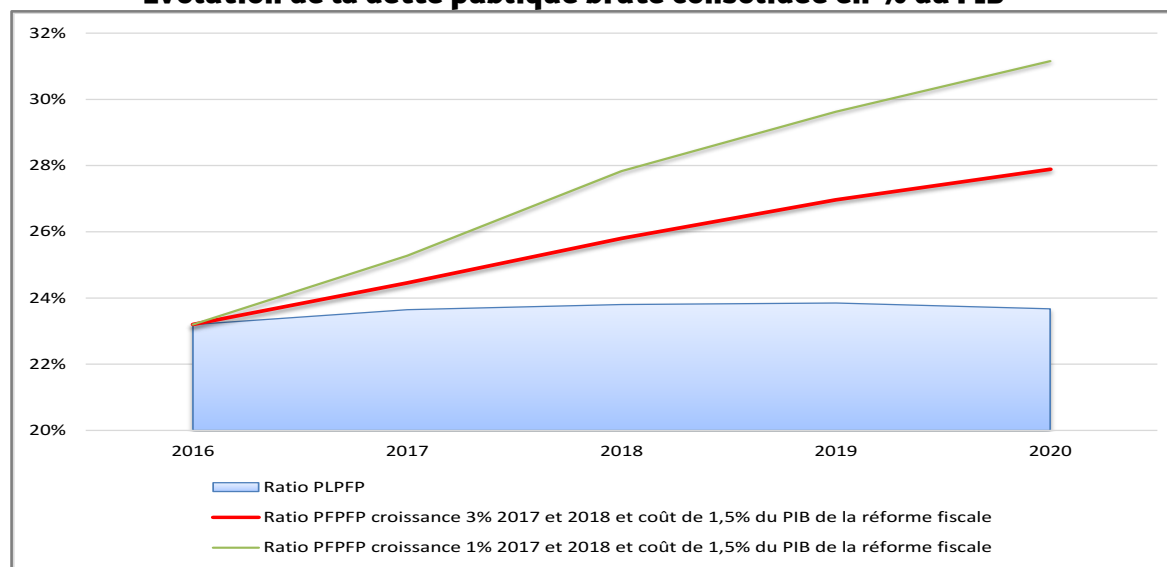
2. Finances publiques et Sécurité Sociale

Scénarios alternatifs « stress tests » permettant de

- » se rendre compte de la vulnérabilité de nos finances publiques
- » ajuster la politique budgétaire en fonction des résultats
- » agir en conséquence afin d'adopter les réformes structurelles nécessaires

Préserver notre avantage actuel en matière de cotisations sociales

Evolution de la dette publique brute consolidée en % du PIB



Source : PLPFP, calculs UEL

3. Recettes et réforme fiscales

Réforme à saluer

- » Meilleur équilibre social et augmentation du pouvoir d'achat
- » Mesures en faveur des PME et du logement

... mais

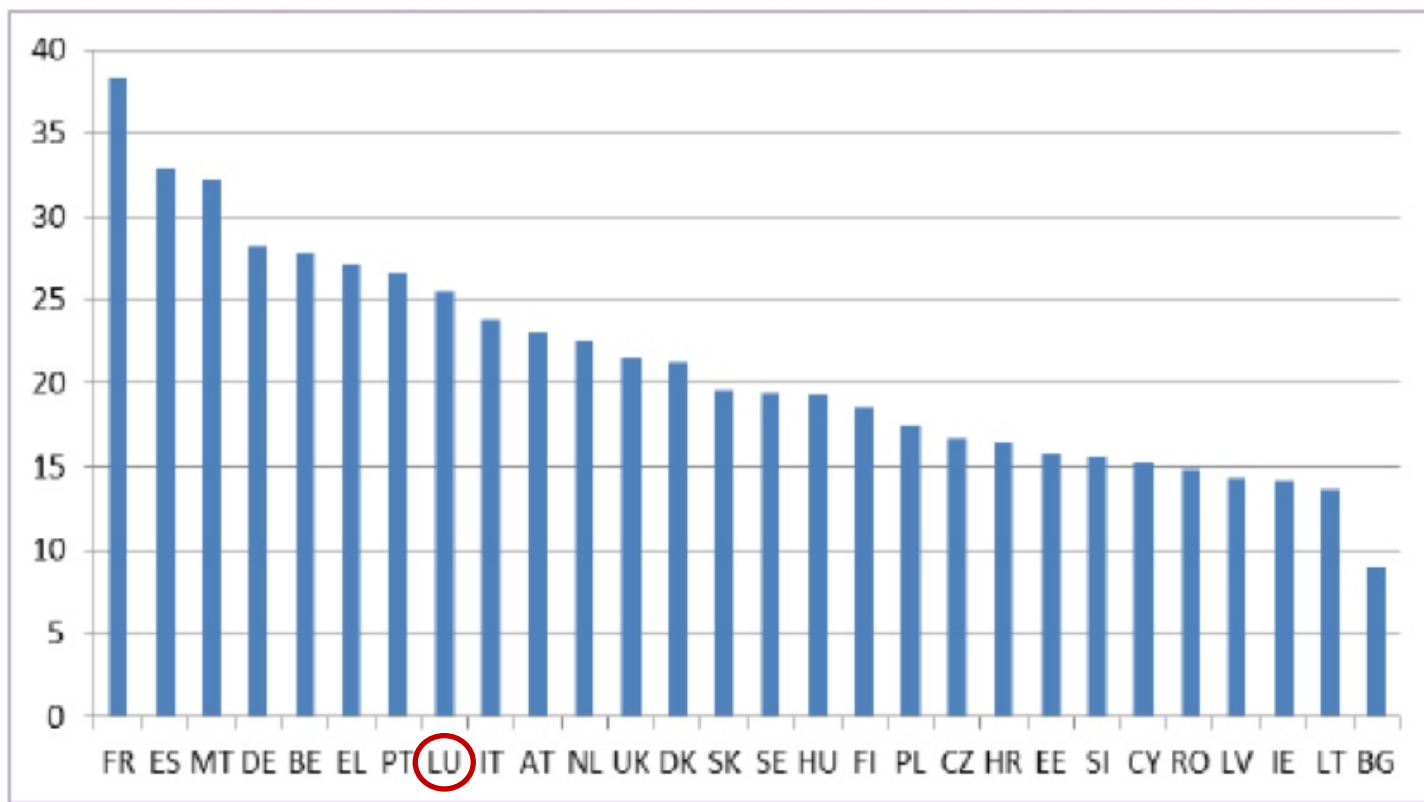
- » a peu contribué à l'amélioration de la compétitivité des entreprises
- » réduira la marge de manœuvre des gouvernements futurs

Préserver les conditions de recettes futures par

- » des mesures ponctuelles en faveur des PME (start ups, R&D, etc.)
- » un suivi des évolutions fiscales dans les pays concurrents
 - pour être compétitif (BEPS, BREXIT,...)
 - permettant de générer des recettes fiscales supplémentaires

3. Recettes et réforme fiscales

Taux effectifs moyens d'imposition des sociétés des États membres de l'UE en 2015 (en %)



Source : Commission européenne

4. Inflation, salaires et productivité

Inflation

- » Faible dans l'UE et au Luxembourg, mais hausse prévue (prix du pétrole, évolution des taux d'intérêt, salaires nominaux, ...)
- » Différentiel d'inflation accentué entre Luxembourg et pays voisins (index, ajustements, prix logement, ...)



Salaires

- » Hausses salariales (index, SSM, fonction publique, ...)
- » Perte de compétitivité-coût/prix des entreprises



Productivité

- » N'augmente pas pour autant, au contraire
- » Salaires n'évoluent pas en fonction de la productivité

Spirale
inflationniste

4. Inflation, salaires et productivité

- » Ni une croissance extensive
- » Ni la création d'emplois dans le secteur non marchand
- » Ni l'inflation
- » Ni les coûts du logement

ne justifient des augmentations de salaires

Croissance intensive basée davantage sur la productivité dans les secteurs marchand et non marchand

- » Comprendre enfin l'absence prolongée de gains de productivité
- » Ne pas dépenser dès aujourd'hui les gains éventuels futurs de la TIR



Modèle économique du futur

5. Modèle économique du futur

Etude Rifkin sur la TIR

- » Enfin, discussions lancées sur le modèle futur de croissance
- » Opportunité de se démarquer et de se diversifier

Modèle économique du futur

- » exigera de nouvelles compétences, des adaptations du fonctionnement du marché du travail et des changements à l'intérieur des entreprises
- » ne pourra faire l'impasse sur les gains de productivité, indispensable précondition à toute politique inclusive
- » doit renforcer l'équité intergénérationnelle

Seule une croissance durable/qualitative par gains de productivité permettra de générer le progrès social

Conclusion

L'UEL lance un appel en faveur

- » d'une politique globalement cohérente en matière de croissance inclusive, de finances publiques et de maintien de notre protection sociale,
- » d'un Etat moderne qui embrasse la TIR et
- » d'une politique de distribution des revenus compatible avec des gains de productivité réalisés ex ante

L'UEL est prête à participer et à alimenter les discussions menées dans le cadre de la TIR vers le « modèle économique et social du futur ».



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

— ^ —
MERCI !
— v —

